

PREFECTURE DU MORBIHAN

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION

4ème Bureau

Environnement et Cadre de Vie

24, place de la République
56019 VANNES Cédex
Tél. : 16 (97) 47-30-30

AMLW/MO
Poste 264
REG/4è Bureau
19 Avril 1984

84

323

19 Avril 1984

ARRETE D'AUTORISATION

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DU MORBIHAN
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18 ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande formulée par les Ets GLON dont le siège social est situé sur la Z.I. de PONTIVY, en vue d'être autorisés à exploiter au lieu-dit "Pont St-Caradec" à ST GERAND, un dépôt de gaz combustible liquéfié ;

VU les plans annexés ;

VU l'arrêté du 25 février 1980 autorisant la Société GLON à exploiter au lieu-dit "Pont St-Caradec" à ST GERAND, une usine d'aliment du bétail ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations classées ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène en sa séance du 27 mars 1984

SUR proposition de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations classées,

ARRETE

.../...

REPUBLICQUE FRANÇAISE 8653

Vannes, le 27 AVRIL 1984

15 MAI 1984

ARTICLE 1er : 1°) La société des Etablissements GLON dont le siège social est situé en zone industrielle de PONTIVY est autorisée à exploiter au lieu-dit "Pont Saint Caradec" sur la commune de SAINT GERAND un établissement spécialisé dans la fabrication d'aliments du bétail et comprenant les installations décrites ci-dessous :

N°	Nomenclature	Nature des activités	Régime
89 - 1°		"Broyage, criblage, déchiquetage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, concassage, mélange de substances végétales" la puissance installée concourant au fonctionnement des installations étant de : 2040 KW.	
		Hors ventilation, cette puissance est égale à 1950 KW.	
		En outre, l'établissement comprend :	AUTORISATION
		- un silo "matières premières" d'une capacité maximale de stockage de 30.300 m3	
		- un silo "produits finis" d'une capacité maximale de stockage de 2350 m3.	
211 - B - 1°		dépôt aérien fixe de gaz combustible liquéfié (propane) d'une capacité maximale de : 50.000 Kg.	DECLARATION

Les produits stockés ou manipulés seront :

- des substances végétales (céréales diverses, manioc, tourteaux ...)
- des produits organiques (farines de viande, graisses, mélasses, ...)
- des éléments minéraux tels que phosphates, carbonates ...)

2°) L'arrêté du 25 février 1980 est abrogé.

ARTICLE II : Les installations devront respecter les dispositions suivantes :

1°) Les installations seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront appropriées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

.../...

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République du Département du Morbihan avec tous les éléments d'appréciation.

2°) L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit notamment).

En tant que de besoin, les installations seront conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

3°) Prévention de la pollution atmosphérique.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation et à la beauté des sites.

L'ensemble de l'installation de combustion sera installé et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie. L'entretien de l'installation sera réalisé soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage.

4°) Prévention du bruit.

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine des bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5°) Prévention de la pollution des eaux.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.

..//...

..//...

Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du Commerce en date du 6 juin 1953 relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

En cas d'évacuation intermittente d'eaux résiduaires, le rejet devra également être conforme aux prescriptions de ladite instruction.

6°) Conception des installations de broyage, de stockage, de mélange et de granulation des produits.

6.1 Evacuation du personnel.

L'installation de stockage devra comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel avec au moins deux issues éloignées l'une de l'autre sur deux faces opposées du bâtiment.

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans.

6.2 Intervention des services d'incendie et de secours.

Les abords du silo ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou du mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés à l'inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours.

6.3 Limitation des émissions de poussières à l'intérieur des installations.

Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières doivent être, soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage devra permettre, sans dilution, le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 150 mg/Nm³. En outre, le flux total de poussières rejetées à l'atmosphère sera inférieur à 10 kg/heure en moyenne sur 24 heures.

Toutes précautions seront prises afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement lors du chargement et du déchargement des produits.

Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

..//...

L'usage de transporteurs ouverts ne sera autorisé que si leur vitesse est inférieure à 2m/s. L'exploitant veillera de plus à éviter les courants d'air au-dessus de ce type d'installation.

6.4 Élimination des corps étrangers contenus dans les produits.

Des grilles seront mises en place sur les fosses de réception. La maille sera calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers. S'il est procédé à d'autres opérations que celles purement liées au stockage des produits, ces derniers devront avoir été préalablement débarrassés des corps étrangers (pierres, métaux...) risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements.

6.5 Surveillance des conditions de stockage.

L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, ...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

6.6 Installations électriques.

Les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).

Elles seront au minimum de protection IP5XX et protégées en outre contre les chocs.

Les installations électriques seront entretenues en bon état, elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

6.7 Mises à la terre.

Les appareils et masses métalliques (machines, manutention, ...) exposés aux poussières devront être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

6.8 Suppression des sources d'inflammation dans les locaux exposés aux poussières.

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté même exceptionnellement, dans les locaux exposés aux poussières, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues au paragraphe 6.12.

Les sources d'éclairage fixes ou mobiles devront être protégées par des enveloppes résistantes au choc.

.../...

Les centrales de production d'énergie, en dehors des installations de compression, seront extérieures aux silos. Les produits inflammables seront stockés dans des locaux prévus à cet effet.

6.9 Prévention et détection de dysfonctionnements des appareils exposés aux poussières.

Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.

Les gaines d'élévateurs seront munies de regards ou de trappes de visite.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements, seront périodiquement contrôlés.

En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Les élévateurs, transporteurs, moteurs, ... devront être équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement.

Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites sera calculée de manière à assurer une vitesse suffisante pour éviter les dépôts ou bourrages.

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs seront disposés à l'extérieur de la gaine.

La vitesse des élévateurs sera limitée à 3m/s.

6.10 Signalement des incidents de fonctionnement.

Les silos devront être équipés d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Tout incident grave ou accident devra être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remettra dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait, conformément aux dispositions prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

6.11 Consignes de sécurité.

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux fréquentés par le personnel.

6.12 Permis de feu.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommé désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

.../...

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

6.13 Matériel de lutte contre l'incendie.

L'établissement sera pourvu au moins des moyens de secours contre l'incendie répartis comme suit :

- a - Expédition.
 - * un extincteur à poudre 9 Kg
- b - Tour de Manutention.
 - * quatre extincteurs à poudre 9 Kg
- c - Fabrication.
 - * trois extincteurs à poudre 9 Kg
 - * un robinet d'incendie armé
- d - Magasin.
 - * trois extincteurs à poudre 9 Kg
 - * un extincteur à eau pulvérisée
 - * un robinet d'incendie armé.
- e - Broyage.
 - * six extincteurs à poudre.
- f - Pont Bascule.
 - * un extincteur à poudre.
- g - Chaufferie.
 - * deux extincteurs à poudre 9 Kg + un extincteur à poudre 50 Kg sur roues
- h - Réception matières premières.
 - * un extincteur à poudre 9 Kg.
 - * un robinet d'incendie armé Ø 20.
- i - Un poteau d'incendie Ø 100 situé à 40 mètres environ du dépôt de gaz combustible liquéfié (propane).
 - * Un poteau d'incendie Ø 100 situé à 40 m environ de la réception de matières premières.

7°) Prescriptions particulières applicables au dépôt de gaz combustible liquéfié

Le dépôt de gaz combustible liquéfié sera aménagé et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 211 de la nomenclature tant que celles-ci ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

.../...

ARTICLE 3 : Il est expressément défendu au pétitionnaire de donner toute extension à son établissement et d'y apporter toute modification de nature à augmenter les inconvénients de son dépôt, avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 4 : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 5 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté qui ne vaut pas permis de construire, est accordée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si elle n'est pas exploitée pendant deux années consécutives sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 7 : Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de ST GERAND et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins du Maire de ST GERAND et adressé à la Préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, commissaire de la République du département du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans déposés de l'établissement seront remis à M. le Directeur des Ets GLON de ST GERAND qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général du Morbihan, le Maire de ST GERAND, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, inspecteur principal des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, et de s'opposer à la mise en activité de l'établissement jusqu'à ce que les conditions ci-dessus prescrites aient été exécutées.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de PONTIVY
- M. le Maire de ST GERAND
- M. le directeur départemental de l'agriculture,
- M. le directeur régional de l'industrie,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le directeur départemental du travail et de la main d'oeuvre,
- Les Ets GLON - ST GERAND.

RECETTES
M. L'INDUSTRIE

10 MAI 1984

RECEVÉ
M. L'INDUSTRIE

VANNES, le 27 AVR. 1984

LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,
Pour le Commissaire de la République,
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Pour ampliation
Pour le Commissaire de la République
et par délégation,
Le Chef de Bureau

HENRI HURAND.

Daniel TABARD